



CLARIS. Le Bulletin

Agir pour clarifier le débat sur l' "insécurité"

Numéro 1, avril 2002

ÉDITORIAL

Donner des excuses aux délinquants ?

Le groupe CLARIS est né à la fin de l'année dernière. Il a publié à plusieurs reprises un manifeste dans la presse (*que l'on retrouvera ici p. 12*). Le groupe s'est constitué autour d'un noyau de chercheurs qui veulent contribuer au débat public en analysant les contextes dans lesquels se construisent les problèmes dits d'"insécurité". Notre initiative reçoit de très nombreux soutiens de chercheurs, de professionnels de ces domaines (éducateurs, magistrats, avocats, urbanistes), d'associations et de quelques élus locaux. Mais elle a aussi ses détracteurs. Parlons clair : un certain nombre de personnes ne cessent aujourd'hui d'accuser les chercheurs qui réfléchissent sur les causes des comportements de "donner des excuses" aux délinquants. Il y a là une critique et une rhétorique idéologiques qui doivent être analysées soigneusement. Elles recourent parfois de simples postures moralisantes, mais elles renvoient le plus souvent à des visions du monde autrement plus structurées.

Passons rapidement sur les postures moralisantes qui ne sont fondamentalement que des pétitions de principe et des exclamations souvent proches du niveau du café du commerce : "les voyous sont les voyous, un point c'est tout", "cette violence est insupportable, il faut y mettre un point d'arrêt", "les policiers n'ont qu'à faire leur travail", "un séjour en prison leur fera du bien". En général, arrive rapidement aussi la liste habituelle des lieux communs et des bouc-émissaires : les jeunes "qui ne respectent

plus rien", les parents "démissionnaires", les juges "laxistes". De tels jugements procèdent de graves déficits de réflexion et de connaissance qui sont aisément repérables lorsqu'ils s'expriment dans le langage ordinaire illustré ci-dessus, qui le sont moins lorsqu'ils utilisent une langue plus élaborée et arrivent dans la bouche d'hommes politiques...

Insistons davantage sur les visions du monde car là est l'essentiel. Dans la culture politique d'extrême droite, où l'on pense qu'il existe des inégalités biologiques entre les races, entre les sexes et entre les individus d'une même race et d'un même sexe, il est logique de considérer que les délinquants sont des êtres différents des autres, atteints d'on ne sait quelle "tare" liée à leur nature. En dehors de ces milieux d'extrême droite, peu de gens affichent une telle opinion. On voit par contre se développer ce qu'il faut bien considérer comme une version "soft" de cette tradition intellectuelle, consistant notamment à incriminer sur le plan *culturel* (et non plus biologique) l'origine africaine d'une partie des jeunes délinquants. C'est un discours que l'on entend régulièrement chez certains dirigeants du RPR, du RPF, de Démocratie Libérale, souvent aussi du parti de JP Chevènement, et parfois même au sein du PS. C'est aussi un discours que tiennent des journalistes et des intellectuels. C'est par exemple la position d'experts autoproclamés en "violences urbaines" comme messieurs Alain Bauer et Xavier Raufer, dans leurs différents ouvra-

SOMMAIRE

- Le langage de l'insécurité (p.2)
Sur les prétendus « Snipers » de banlieue
- Les entrepreneurs de l'insécurité (p.3)
Après les attentats du 11 septembre 2001, les experts néo-sécuritaires se déchainent...
- Recherches (p.6)
Les enquêtes de victimation et le sentiment d'insécurité
- Expériences (p.10)
Violences policières et co-production de l'« insécurité »
- Connaitre Claris (p.12) *Manifeste, animateurs et liste des premiers soutiens*

ges (voir ici p. 3). C'est aussi la position de monsieur Alain Finkelkraut qui, en nous associant à une récente pétition contre le harcèlement sexuel, nous accusait récemment de mettre à mal l'Etat et les institutions (dans *L'Arche. Le mensuel du judaïsme français*, mars 2002). Nous pourrions citer d'autres auteurs encore. Au fond, ce sont toutes les personnes qui disent pudiquement que la principale cause de la délinquance juvénile serait le fait que "l'intégration ne fonctionne plus en France" et que les jeunes (surtout s'ils n'ont pas la peau blanche) seraient "désocialisés", "sans valeur". Dès lors, pour eux, analyser les conditions de vie de ces jeunes et de leurs familles, parler du chômage, de la relégation scolaire, de l'absence d'avenir, de la discrimination, c'est "donner des excuses aux voyous". Fondamentalement, il serait question de valeurs et d'ordre, il s'agirait de "défendre la République" contre ceux qui contesteraient ses fondements. Un point c'est tout.

A toutes ces personnes, nous voulons dire les deux choses suivantes. *Primo*, nous contestons vos accusations moralisantes et auto-satisfaites : nous nous intéressons autant que vous aux victimes, nous ne sommes nullement "laxistes" au sens où nous voudrions que les auteurs d'infractions ne soient pas sanctionnés (mais nous réfléchissons sur le fondement, la nature et l'efficacité de ces sanctions), nous nous sentons tout aussi républicains que vous (mais il est clair que nous n'avons pas la même conception de la République). *Secundo*, nous trouvons suspect qu'on nous rétorque que nous sommes des "militants" (sous-entendu : des gauchistes). En réalité, aucun discours sur la délinquance n'est neutre dans la société

actuelle. A la limite, toutes les personnes qui prennent la parole dans l'espace public sont des militants d'une certaine vision du monde. Il est trop facile d'accuser l'autre de partialité pour mieux se protéger de ses critiques et faire l'économie de l'examen de son analyse. Pour notre part, nous ne dénonçons personne *a priori*. C'est sur le terrain de la connaissance et de l'argumentation que nous situons le débat.

Dans ce but, l'on pourra compter sur nous pour expliciter les enjeux qui se cachent derrière les discours moralisateurs qui dominent aujourd'hui la scène publique, pour exercer une vigilance critique sur la forme et le fond de ces discours et pour apporter en retour le maximum d'informations précises et qui nous semblent importantes pour aider chacun à se faire une opinion dans le débat sur ce qu'il est convenu d'appeler "l'insécurité".

Concrètement, nous souhaitons décliner systématiquement quatre rubriques pour lesquelles nous appelons toute personne intéressée à nous faire des propositions :

- 1- *le langage de l'insécurité* : les mots ont du sens, les catégories ne sont pas neutres, il faudra y veiller.
- 2- *les entrepreneurs de l'insécurité* : la peur des jeunes délinquants est l'objet de récupérations et d'instrumentalisations diverses qu'il faudra mettre à jour.
- 3- *Recherches* : nous vulgariserons des résultats de recherches qui nous semblent importants pour le débat public.
- 4- *Expériences* : nous publierons des récits d'expériences ou d'observations qui aident à comprendre comment se construisent les problèmes, ou les solutions.

A vos plumes !

LE LANGAGE DE L'"INSÉCURITÉ"

Sur les prétendus "Snipers" de banlieues

J'étais en vacances à Nice pour le dernier pont de la Toussaint (du jeudi 1^{er} au dimanche 4 novembre 2001). Samedi soir, vers 19 heures, j'écoute les informations régionales sur la chaîne de télévision France 3 (en l'occurrence sa station locale Provence-Alpes-Côte-d'Azur). Un reportage annonce que des affrontements se sont produits à Nice, dans le quartier de l'Ariane, entre des jeunes du quartier et les forces de l'ordre. La chose est banale et les souvenirs me reviennent. Lorsque j'allais au Lycée à Nice, au début des années 1980, chacun connaissait déjà la mauvaise réputation du quartier de l'Ariane où étaient concentrées les populations les plus miséreuses, donc une bonne partie de personnes étrangères ou d'origine étrangère. Le racisme anti-arabe est bien implanté à Nice et il fleurissait déjà à l'époque, par exemple à travers de nombreuses "histoires drôles" mettant en scène de jeunes arabes de l'Ariane dont l'étiquette et la compétence premières étaient celle de "voleurs de mobylettes".

Dans le contexte actuel, ce racisme est sans doute plus

fort encore car les jeunes d'origine étrangère incarnent plus que jamais la principale dangerosité sociale. Ces jeunes font peur. Et le vocabulaire le plus ordinaire en est toujours révélateur. C'est ainsi que, pour qualifier les jeunes ayant caillassé les camions de policiers et de pompiers dans la nuit du vendredi 2 novembre, le journaliste de France 3 a parlé de "snipers". Or l'emploi de ce mot dans cette circonstance est proprement scandaleux. L'expression de "snipers" s'est répandue en France à partir notamment des guerres de l'ex-Yougoslavie, pour qualifier ces tireurs cachés au lointain, faisant régner la terreur dans une ville encerclée en assassinant au hasard des victimes innocentes en pleine rue. Voilà à quoi renvoie l'expression de "snipers". Qu'y a-t-il de commun entre le jeune qui jette une pierre ou un bout de métal contre une voiture de police, et le tueur qui exécute à distance un inconnu ? On se le demande.

Cet amalgame traduit l'incapacité à comprendre ce qui s'est passé cette nuit là autrement qu'en termes de désordre et de violence (mais qui avaient quel sens ? quelles

motivations ?). Il traduit aussi la tendance de plus en plus répandue à considérer les policiers comme les victimes innocentes de jeunes animés d'une aveugle "haine des flics". Or ce sont des simplifications abusives de la réalité. Les actions violentes des jeunes contre les policiers sont presque toujours des réactions à des interventions précédentes de la police. Ces interventions peuvent être parfaitement légitimes et fondées en droit. Mais elles peuvent aussi être très violentes dans leur mise en œuvre. Ainsi, sans les justifier, on peut aussi s'efforcer d'analyser les réactions des jeunes qui se sentent globalement harcelés par la police. En l'occurrence, le déclencheur de ces affrontements semble avoir été l'arrestation et le placement en détention provisoire d'un mineur de 15 ans pour "outrages et violences" envers des policiers. Pourquoi le journaliste ne s'est-il pas interrogé sur ce premier événement qui a déclenché les autres ? Pourquoi ne tient-il que la version policière ? Qu'en disent les jeunes du quartier ? Qu'en disent les autres habitants ? Qu'en

disent les éducateurs et les associations ? Les téléspectateurs n'en sauront jamais rien. A la place d'une analyse, ils auront simplement entendu dire que, désormais, il y a des "snipers" dans ce quartier chaud de la ville. Raison de plus pour ne jamais y mettre les pieds et pour se méfier de ces arabes qui en veulent à notre vie et qui sont armés jusqu'aux dents. Ce vocabulaire contribue ainsi directement à renforcer la peur et à empêcher l'analyse.

LM

Une évaluation intéressante (citée dans *Le Monde* du 8 mars 2002, page 8). Selon la Sofres-Cecodip, qui mesure la place des différents sujets dans les médias, depuis le 1er janvier, en allumant leur poste de radio ou de télévision ou en ouvrant leur journal les Français ont été « exposés » aux questions d'insécurité trois fois souvent qu'au problème de l'emploi. L'étude précise que « si on se limite à la télévision, l'emploi a quasiment disparu ».

Un site à consulter sur la critique des médias :
<http://www.samizdat.net/acrimed>

LES ENTREPRENEURS DE L'"INSÉCURITÉ"

Après les attentats du 11 septembre 2001, les experts néo-sécuritaires se déchainent

Alain Bauer et Xavier Raufer viennent de publier leur dernier livre intitulé *La guerre ne fait que commencer* (Jean-Claude Lattès, 2002). Ces auteurs ne sont pas pour nous des inconnus (voir les références indiquées à la fin de ce texte). Depuis plusieurs années, ils sont particulièrement présents dans les médias, dans les librairies et... sur le marché de la sécurité. En effet, derrière sa noble façade d'"enseignant à la Sorbonne", le *businessman* Alain Bauer dirige une société privée de conseil en sécurité qui occupe une place importante sur le marché du diagnostic ouvert depuis 1998 par les Contrats Locaux de Sécurité. Derrière son titre ronflant de "directeur des études du Département de recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines de l'Université Paris 2"), son coauteur Xavier Raufer (c'est un pseudonyme) est un ancien cadre du parti politique d'extrême droite Ordre Nouveau, devenu journaliste et qui s'est spécialisé peu à peu dans les questions de terrorisme et de délinquance. Leurs points communs : à la fois une certaine vision du monde (à partir des questions de "sécurité intérieure") et une stratégie de légitimation universitaire visant à conquérir une image d'experts neutres et désintéressés.

A vrai dire, on découvre à la lecture de ce dernier livre qu'ils ont encore une autre point commun : la vantardise. Ils annoncent en effet fièrement dès la première page qu'ils avaient au fond prévu les attentats du 11 septembre 2001 depuis plusieurs années, dans un article paru dans le quotidien *Le Figaro* (27 novembre 1997) et qui inventoriait différents types de menaces violentes – dont

le terrorisme non étatique – pesant sur les démocraties actuelles. Le problème est que nous sommes nombreux à nous être aperçus qu'il existe de telles menaces dans le monde et à avoir noté que la France a déjà subi au cours des années 1990 plusieurs attaques de type terroriste (à tel point qu'on poserait volontiers la question inverse : qui n'est pas au courant ?). Nous ne prétendons pas pour autant avoir des dons de voyance... Mais prenons pour le moment les auteurs au sérieux.

Le sujet du livre est donc : les attentats du 11 septembre 2001. La problématique : pourquoi personne (sauf nos auteurs...) ne les a vu venir ? La thèse est double : 1/ le terrorisme prolifère avec l'Islam aux quatre coins du monde, 2/ les services de renseignement américains étaient incompetents. La conclusion : on s'achemine vers le "chaos mondial" et le terrorisme tout azimut. La quatrième de couverture résume à la fois le fond du propos et la rhétorique catastrophiste typique des auteurs : "Nébuleuses clandestines, structures tentaculaires, attentats-massacres, réseaux financiers, fanatisme, faillite du renseignement, fragilité de la mondialisation, désarroi des populations, inefficacité du système militaire classique : la destruction du World Trade Center est bien l'acte fondateur du siècle nouveau. Sans précédent ni comparaison, une guerre planétaire le marquera. Elle sera terroriste. Et n'épargnera ni l'Europe, ni la France où des formes virulentes de violences urbaines et de criminalité peuvent demain évoluer vers un pur et simple terrorisme". L'apocalypse barbare menaçant la civilisation

occidentale a donc trouvé ses nouveaux théoriciens.

Une « démonstration » bien peu convaincante de l'échec des services de renseignements américains

Jouons le jeu et examinons ce livre qui se compose de dix chapitres. Les deux premiers sont occupés par une longue description des conséquences économiques et financières très néfastes de ces attentats sur l'économie américaine. C'est en fait une compilation de données publiées dans la presse économique américaine de ces derniers mois. Le chapitre 3 part ensuite à la recherche des causes de cet événement tragique. Il souligne d'abord l'impunité des terroristes iraniens puis de Ben Laden. Les causes de cette impunité sont claires aux yeux des auteurs. Ce serait d'abord "un engourdissement intellectuel de la CIA, laquelle, au fil des années, est toujours plus prisonnière des bienséances et modes en vigueur dans la société américaine, notamment celle du *politically correct* – et s'éloigne d'autant du réel" (p. 64). La CIA n'aurait pas voulu recruter d'anciens terroristes et d'anciens criminels. Résultat : son personnel serait en réalité incompetent (p. 66). On se permettra de trouver la démonstration un peu courte... Ensuite, les USA auraient mis le paquet sur les technologies modernes, l'informatique, la robotique, les armes super-sophistiquées mais qui ne sont d'aucune utilité contre la guérilla et le terrorisme. La CIA serait donc tombée dans la "fascination du virtuel" et le "fétichisme technologique" (p. 69-76). On se demande pourtant ici si les auteurs ne font pas une confusion entre l'évolution des techniques de guerre et celle des techniques de renseignement.

Passons sur les pages consacrées à faire une sorte de résumé de ce que devint l'Afghanistan après le départ des soviétiques en 1989, ce sont là encore des choses très connues. Dans des pages très répétitives, les auteurs se lamentent ensuite à nouveau longuement sur ces États-Unis qui n'ont rien vu venir, qui n'ont rien compris, etc. Au bout d'un moment, l'envie vient de leur demander : "et vous, messieurs les 'experts' qui faites la leçon après coup, vous aviez bien entendu prévu les attentats ?". On connaît la réponse. Puis une autre question plus dérangeante encore vient assez rapidement. En effet, on comprend au fil des pages que, en réalité, les services de renseignement des États-Unis savaient parfaitement tout ce qui est dit dans ce livre sur la menace terroriste que constitue certains réseaux de fanatiques se réclamant de l'Islam (du reste, ce livre – qui ne contient aucune enquête empirique apportant des informations nouvelles – est essentiellement construit de seconde main à partir de livres parus aux États-Unis...). La preuve en est que Ben Laden était étroitement surveillé. On nous dit même qu'un bureau entier de la CIA travaillait sur lui depuis 1996 (p. 89) ! Le risque était donc parfaitement connu des services secrets et du gouvernement américains. A la place de cette longue litanie des incompétences américaines, on aurait donc préféré une analyse un tant soit peu

précise du déroulement même des attentats, de leur préparation, de ce qu'ils supposaient comme logistique, comme organisation humaine, comme soutiens financiers et comme réseaux à l'échelle internationale. Bref, une véritable enquête qui aurait permis de répondre à des questions que tout le monde se pose : comment prévoir que l'attaque viendrait de personnes bien établis en Amérique, ayant pour certains une famille, un métier, une bonne réputation dans le voisinage, etc. ? S'agit-il vraiment d'un terrorisme extra-étatique (comme le prétendent les auteurs) ou bien est-il soutenu en réalité par des États ? On nous dit souvent une chose et son contraire à propos de Ben Laden.

Une analyse indigente de l'origine de ce phénomène terroriste

Quoi qu'il en soit, la question se transporte donc sur la nature et l'organisation de ce terrorisme. Aussi, dans les chapitres 4 et 5, attendait-on la démonstration savante de nos auteurs : qui sont donc ces terroristes ? La réponse est plus qu'étonnante, elle sidère par son imprécision et sa façon de procéder par de vagues analogies biologisantes au lieu de bâtir une démonstration rigoureuse. En guise d'analyse du fonctionnement d'organisation du groupe *Al-Qaïda*, les auteurs le décrivent comme "une entité biologique : un protoplasme flexible, amorphe, mobile, nomade, transnational et déterritorialisé, dynamique et imprévisible" (p. 110). *Al-Qaïda* serait donc "un protozoaire terroriste". Nous voilà bien avancés ! Qui plus est, ce serait un "protozoaire" à la fois "amorphe" et "dynamique", ce qui le rend en effet assez original... Ceci est-il bien sérieux ? Est-ce que l'on est pas ici en train de se payer de mots ? Est-ce là toute la science de nos "experts" ? Il le semble bien. Reprenant (une fois encore) des sources américaines, les auteurs nous proposent ensuite une description d'*Al-Qaïda* et de ses soutiens pakistanais (p. 110-123), puis une description de ses camps d'entraînement d'Afghanistan en enfin de son organisation interne (p. 134-169). Mais le raisonnement métaphorique et biologisant reprend au chapitre 6, notamment au sous-chapitre intitulé "Vers le chaos mondial". les auteurs nous expliquent ici que l'on est passé d'une ère où les terroristes étaient à la solde des États et donc prévisibles, à une ère nouvelle : "on assiste à la prolifération quasi biologique, incontrôlable, d'entités dangereuses complexes, très difficile à identifier, à comprendre, à définir, ce sur des territoires ou au sein de flux eux-mêmes mal explorés" (p. 181). Si c'est ce que l'on peut dire de plus précis, on comprend que les services de renseignements américains aient eu quelques difficultés... Les questions les plus simples deviennent en effet bien compliquées, ou plutôt obscures. Ces questions sont par exemple : pourquoi ces attentats ? dans quel but ? à qui cela profite ? quel est le sens ? quel est le message ? *Les auteurs ne nous éclairent à aucun moment sur ces points* puisqu'ils ne proposent notamment aucune analyse

précise des motivations et de l'origine précise des terroristes. Ils écrivent au contraire : "Les freins moraux semblent avoir déserté des entités quasi autistes, ne cherchant à influencer personne hors d'un cercle étroit d'élus. Faisant de la terreur une fin (la destruction de leurs "ennemis"), ils "justifient" leurs attentats (World Trade Center, métro de Tokyo...) par la volonté d'un "prophète", ou par une imminente fin du monde" (p. 182). Vous parlez d'une explication : les terroristes sont autistes ! Ils ne sauraient avoir de mobiles, ni même d'idées (ont-ils seulement un cerveau ?) ! Et puis quel rapport y a-t-il entre *Al-Quida* et les sectes japonaises qui surgissent tout d'un coup dans ce livre ? On ne le comprend pas. Et, sur le fond, qu'est-ce que c'est que cette pseudo explication du terrorisme par l'absence de freins moraux ? Il est facile d'objecter : qu'y a-t-il de surprenant à ce que des gens qui se considèrent en guerre n'aient aucun scrupule à tuer ? C'est dramatiquement trivial. L'essentiel est ailleurs. *On ne trouvera pourtant pas un mot dans tout le livre sur la situation politique au Proche-Orient ou en Afrique, sur les rapports de force internationaux et sur la place des États-Unis dans cette géopolitique mondiale.* En définitive, en guise d'explication du comportement des terroristes, les auteurs procèdent donc par jugements moraux et par analogies biologisantes très vagues et peu rigoureuses. Ceci n'a rien d'une méthode scientifique.

Après ce que l'on vient de voir, c'est sans surprise que l'on découvre les derniers chapitres. Dans le chapitre 7 intitulé "Gagner", usant soudainement de moult citations de Heidegger, Nietzsche et Carl Schmidt (tiens, tiens...), les auteurs nous répètent des dizaines de fois qu'il faut "refonder intellectuellement" les systèmes de renseignement, qu'il faut sortir la pensée du "conformisme", de la "pensée unique" et de la "confusion", qu'il faut savoir "détecter le futur intelligible" et "parvenir au savoir qui pressent" (p. 207-219). De belles formules incantatoires... mais qui donnent quoi concrètement ? Le chapitre 8 est sensé le démontrer en prenant le cas français. Comment donc "pressentir le futur intelligible" du terrorisme en France ? La réponse des auteurs ne surprendra pas : c'est en comprenant le lien direct qui unit les "violences urbaines" au terrorisme. Reste à le prouver. La prétendue démonstration commence avec des formulations hyper-générales accusant tout le monde de ne rien comprendre à la situation : "On voit vers la fin des années 1990 se produire des passages toujours plus fréquents de la délinquance prédatrice au grand banditisme. Ce alors que cette grave dérive vers une criminalité de masse se trouve occultée par la bienséance et le négationnisme militant de nombre de grands médias. De ce fait, l'imminence d'une explosion criminelle est, vers la fin des années 1990, constamment en deçà du seuil de compréhension générale" (p. 229). Il s'agit au contraire pour nos auteurs d'expliquer que la guerre terroriste se prépare en France actuellement. On attend alors des

preuves, on espère une analyse minutieuse des dossiers et une enquête de terrain dans les banlieues françaises. Hélas, on arrive à la fin du chapitre et on se contentera en tout et pour tout d'une part, page 233, de l'évocation d'un fait divers – oui, un seul ! – (une attaque d'un fourgon blindé par deux jeunes hommes très armés, à la mi-novembre 2001), d'autre part, page 234, du rappel du détournement de l'Airbus d'Air France en décembre 1994 par des membres du GIA. Face à des "preuves" aussi peu sérieuses du fait que le terrorisme qui inondera la France au 21^{ème} siècle se prépare actuellement dans nos banlieues, on sortirait donc presque rassuré de ce livre ! Ceci confirmerait les auteurs dans leur conviction qu'eux seuls ont raison face à la masse des imbéciles que nous sommes. Au fait, dans le langage des auteurs, ce "nous" (les imbéciles) désigne d'une part la "caste politico-médiatique", d'autre part les "intellectuels". Voilà un langage qui, dans un autre contexte, situerait assez bien ses auteurs sur le plan idéologique...

Concluons. Nous avons pointé l'indigence des analyses de nos experts. A vrai dire, nous aussi nous pouvions la "pressentir" dès l'introduction de leur livre. En effet, les auteurs commentent ainsi le fait que les États-Unis ont commis l'erreur de se désintéresser de l'Afghanistan après le départ des soviétiques : "Ils repartirent brutalement. Ils laissèrent s'entasser, s'échauffer, les scories de cette guerre, en une immense poche de gaz islamiste. Ces déchets, ce sont les Talibans, Mollah Omar, Oussama Ben Laden..." (p. 19). Le "gaz islamiste" et le "déchet Ben Laden" annonçaient ainsi le "protoplasme Al-Qaïda". Voilà toute la science de cet "enseignant à la Sorbonne" et de ce "directeur des études du Département de recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines de l'Université Paris 2".

Devant ces constats, nous avons alors refermé ce livre en nous faisant deux réflexions.

La première : que sa principale raison d'être réside davantage dans le positionnement des auteurs sur le marché de l'expertise que dans l'analyse rigoureuse des processus terroristes et des attentats du 11 septembre 2001. Il s'agit sans doute surtout d' "occuper le terrain" (celui de la peur). L'occasion était trop belle...

La seconde (on l'aura à nouveau "pressentie"...): que nous pouvions dire à nos lecteurs qu'il n'est pas nécessaire de lire ce livre si l'on veut essayer de comprendre les ressorts de ces menaces terroristes qui nous interpellent tous et qui méritent une analyse autrement plus sérieuse.

Pour en savoir plus

Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2001 (en particulier pages 32 et suivantes).

« Note de lecture (Violences et insécurité urbaines) », *Pénombre*, juin 2000, numéro 22, p. 9-11.

« Expertise ou supercherie », amnistia.net, en ligne depuis le 2 octobre 2000.

RECHERCHES

La victimation en Île-de-France : un risque à la fois en augmentation et qui demeure globalement très limité

Un laboratoire du CNRS, le CESDIP (Centre de recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales) vient de publier les résultats d'une enquête de victimation menée en Île-de-France, en 2001, auprès d'un échantillon représentatif de 10 500 personnes. Le rapport n'est pas encore disponible dans son intégralité mais le journal *Le Monde* du 27 février 2002 en a diffusé de larges extraits. Le questionnaire utilisé porte sur 9 victimations subies entre 1998 et 2000 : les agressions par un proche, les agressions sexuelles, les vols personnels, les cambriolages, les vols de voiture, les vols à la roulotte, les destruction ou dégradation de véhicule et les vols de deux roues. Nous en présentons quelques résultats généraux et discutons ensuite avec deux des auteurs de l'enquête.

Les victimations

- 0,7 % des Franciliens de 14 ans et plus disent avoir été victimes d'une agression sexuelle (une fois sur trois il s'agit d'un viol ou d'une tentative de viol).
- 6,7 % des Franciliens de 14 ans et plus ont été victimes d'une autre sorte d'agression mais dans 40 % des cas il s'agit d'injures ou de menaces et dans 14 % des cas il s'agit d'une attitude ou d'un regard "menaçants". Par ailleurs, plus d'une fois sur deux, il s'agissait en fait d'un vol ou d'une tentative de vol.
- près de 8 % des Franciliens de 14 ans et plus ont été victimes de vol sans violence.
- 9,5 % des ménages franciliens ont été victimes d'un cambriolage (ou d'une tentative de cambriolage).
- près de 15 % des ménages franciliens ont été victimes d'un vol ou d'une tentative de vol de voiture.
- près de 19 % des ménages franciliens ont été victimes d'un vol dans leur voiture.

Le sentiment d'insécurité

Début 2001, près de 40 % des enquêtés en Île-de-France souhaitent que le gouvernement place l'insécurité au premier rang de ses priorités. Aucun autre problème social soulevé par l'enquête ne recueille un tel score. Toutefois, si l'on additionne ceux qui mettent le chômage au premier rang, et ceux qui y mettent la pauvreté, l'ensemble de ces problèmes sociaux arrive en tête avec 50 %.

De manière générale, parmi ces 40 % de préoccupés par l'insécurité, on rencontre davantage de personnes âgées, de personnes peu diplômées, de personnes votant à droite, de personnes refusant de se situer sur l'axe gau-

che-droite, de personnes vivant dans un cadre de vie qui les dérange (vandalisme, présence de jeunes dans l'espace public). Mais les personnes réellement victimes ne sont pas sur-représentées parmi ces personnes préoccupées par la question de l'insécurité.

La référence de l'enquête : Pottier M.L., Robert Ph., Zauberman R., 2002, *Les victimes et les sentiments d'insécurité en Ile-de-France : première enquête pour un observatoire de la sécurité*, Paris-Guyancourt, IAURIF-CESDIP.

Le site Internet du CESDIP où l'on pourra lire bientôt et télécharger le texte : <http://www.cesdip.msh-paris.fr>

* * * * *

Interview de Philippe Robert (directeur de recherches au CNRS) et de Renée Zauberman (Chargée de recherches au CNRS), membres du CESDIP et auteurs de cette enquête.

1. *D'une certaine manière, la premier résultat de votre enquête c'est ce constat que 93,5 % des franciliens n'ont pas été victimes d'agression au cours des dernières années et que, sur les 6,5 % restant, plus de la moitié ont été victimes en fait d'injures ou de "regards inquiétants". Au fond, environ 3% des franciliens ont été agressés physiquement entre 1998 et 2000. C'est une proportion non négligeable mais que l'on pourrait presque juger rassurante par rapport à tout ce que l'on entend dans le débat public. Mais comment comprendre dès lors l'annonce, régulière dans les médias, selon laquelle l'insécurité constitue "la première préoccupation des Français" ?*

Philippe Robert : toutes les données convergent sur ce point : c'est par son allure plus que par son volume que la violence physique retient l'attention : entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990, elle a beaucoup crû [depuis la tendance est moins nette]. Comme on partait de très bas, on n'est pas arrivé très haut, mais l'accélération du rythme de croissance trouve actuellement un écho qui va bien au-delà de son importance quantitative. Ensuite, dans toutes les enquêtes disponibles, une bonne partie des agressions recensées est constituée de menaces, d'injures ou de coups sans conséquence physique notable. Pris isolément, chacun de ces incidents est sans grande gravité ; mais, il y a parfaitement de quoi rendre impossible la vie de celui – le lycéen racketté par exemple – qui y est soumis à répétition. Et cette violence de basse intensité est d'autant plus irritante qu'on ne sait comment la traiter : chaque incident est, en soi, trop peu signifiant pour qu'on soit très tenté de déposer plainte ; le ferait-on que les lourds ap-

pareils policier et judiciaire auraient bien du mal à faire face à cette violence émiétée. Quand à la préoccupation, tant que celle pour le chômage régnait sans partage, seuls les obsédés de l'insécurité osaient réclamer qu'on la mette au premier rang des problèmes de société. Quand l'inquiétude pour l'emploi s'est faite moins lancinante, il est devenu plus facile d'exprimer une préoccupation sécuritaire, même pour ceux que ce problème n'inquiète que modérément.

Autre chose encore : traditionnellement, la préoccupation pour la délinquance allait de pair avec des attitudes xénophobes, répressives et régressives... Dans les dernières années, on voit se développer aussi une forme d'inquiétude pour la sécurité débarrassée de ces oripeaux encombrants : du coup, l'insécurité mord sur des fractions de population qui répugnaient à des syndromes d'attitudes trop proches du fond de commerce de l'extrême droite ou de la droite extrême. Ceci dit, ceux qui affichent une préoccupation sécuritaire sont majoritairement ancrés à droite. Enfin, à l'approche d'échéances électorales importantes et dans un climat rendu dramatique par l'attentat contre les tours new-yorkaises et par la chasse aux terroristes, dire que l'insécurité devrait constituer la première priorité pour le gouvernement, c'est aussi une façon de dire qu'on en souhaiterait un autre. Il est possible que ces élections terminées, des sondages comme celui de la SOFRES pour le *Figaro* retrouvent des scores plus modérés.

Renée Zauberman : A propos de cette moitié des agressés qui ont fait l'objet d'injures ou d'autres agressions qui ne sont pas accompagnées d'atteintes physiques (ce que nous avons interprété, faute d'indices plus précis, comme des "attitudes menaçantes") : je ne suis pas sûre que l'on puisse admettre que ce ne sont que des incidents mineurs. Toute une partie des sciences humaines admet que les mots ou les regards peuvent "tuer". Sur la préoccupation des Français, il n'est pas surprenant que ces sentiments ne soient pas arithmétiquement alignés sur le pourcentage d'agressions physiques individuelles. Ce serait supposer des réactions de type stimulus-réponse de la part d'individus atomisés et ne vivant pas en société, avec partage des expériences et des discours. On voit par exemple un signe de ce partage dans le fait que si la préoccupation a peu à voir avec l'expérience personnelle de victimation, elle n'est pas, en revanche, dénuée de lien avec la victimation de l'entourage.

2. Parmi les victimes d'agressions, y a-t-il des groupes plus particulièrement touchés que d'autres du point de vue du sexe, de l'âge, du milieu social, du lieu de résidence, etc. ?

Renée Zauberman : les 15-30 ans sont nettement sur-représentés parmi les agressés, et plus particulièrement les 15-20 ans qui sont deux fois plus nombreux que leur proportion dans la population ; ils sont d'ailleurs plus exposés aux coups que les 21-30 ans, plus atteints quant

à eux par les injures et les menaces. La liaison entre ce risque et le jeune âge est tellement marquée qu'elle ne varie pas significativement selon les espaces urbains. Les agressions sexuelles et celles commises par un proche sont très majoritairement le lot des femmes. En revanche, elles sont moins que les hommes victimes d'agressions ordinaires. Au plan géographique, on note une raréfaction du risque d'agression quand on s'éloigne du Paris *intra-muros* vers la petite puis la grande couronne parisienne. Cependant, les violences subies par les habitants de grande banlieue paraissent plus souvent sérieuses (sur-représentation des ITT et des coups) que celles touchant les Parisiens (sur-représentation des violences seulement verbales).

Philippe Robert : nous retrouvons, enquête après enquête, une même dualité de la victimation : d'un côté, celle qui est liée à un style de vie et qui frappe surtout les habitants des centres-villes ou des villes centres (ici Paris) sans beaucoup les inquiéter cependant ; de l'autre, celle qui atteint des habitants de zones de relégation : les victimations y sont répandues – moins cependant que dans le cas précédent – et elles s'accompagnent, cette fois, d'une très forte insécurité. Dans le premier cas, la victimation apparaît comme un risque de la vie urbaine, notamment dans une grande métropole, qui présente par ailleurs bien des avantages. Et il suffit de modifier un peu son style de vie - de ne pas traîner seul la nuit dans les lieux mal famés, de rentrer son véhicule au garage, de ne pas brandir son portable avec ostentation – pour diminuer notablement le risque. Dans l'autre, la seule manière d'échapper à la victimation consisterait à aller habiter ailleurs. C'est justement ce que l'on ne peut pas faire faute de ressource. Une victimation, même d'intensité modérée, rappelle sans cesse la relégation urbaine et sociale dans laquelle on se trouve. On voit ces "zones urbaines sensibles" comme des repaires de trublions, on oublie un peu vite qu'elles sont aussi des réservoirs de victimes apeurées.

3. Votre enquête confirme que les personnes qui se disent les plus "préoccupées par l'insécurité" ne sont pas nécessairement des victimes. Il semble même qu'il n'y a pas grand rapport entre les deux choses. Est-ce bien le cas ? Et si oui, est-ce que dans ces conditions l'expression même de "sentiment d'insécurité" est adaptée. Ne s'agit-il pas plutôt d'un "sentiment de mal-être", d'une peur face à l'évolution de la société en général et d'une peur des jeunes chez les personnes âgées ?

Renée Zauberman : il faut, quand on parle du "sentiment d'insécurité", toujours bien distinguer entre deux éléments : la préoccupation pour l'insécurité et la peur d'être victime (soi ou ses proches). Si l'expérience de victimation n'a pratiquement pas d'influence sur la préoccupation pour la sécurité, les agressions (surtout sexuelles ou par un proche) et les vols personnels présentent une forte liaison avec toutes les peurs. La peur

apparaît comme la résultante de l'exposition au risque de victimation, surtout d'agression, combinée à la vulnérabilité physique ou sociale que l'on s'attribue. La préoccupation, au contraire, dépend plus de l'âge, de la rigidité de la structure d'attitudes et de la faiblesse du capital scolaire, en bref de l'adaptabilité aux changements sociaux. Dans cette mesure, on peut admettre votre for-

mulation du "sentiment de mal-être" d'une partie de la population, quand on parle de la préoccupation. Dans cette enquête, nous n'avons pas d'indication précise sur la peur des jeunes chez les personnes âgées. Mais quoi qu'il en soit il faut se garder de négliger ce fait : les jeunes eux-mêmes ont peur, en particulier des transports en commun (RER, métro, train).

L'insécurité, première préoccupation des Français ?

L'INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques) a publié en mai 2001 les extraits d'une enquête sur les conditions de vie des ménages qui interroge plusieurs dimensions de la vie locale des individus, de leur quartier et leur commune. Le rapport publié détaille les réponses concernant le problème du manque de commerces, d'équipements, de transports en commun, du bruit, de la pollution et... de la sécurité. Il s'agit d'une enquête effectuée depuis 1996 sur un échantillon de 8 000 logements, à laquelle répondent en moyenne 6 000 ménages (qui représentent entre 14 et 15 000 individus). En voici quelques résultats suivis des commentaires d'un spécialiste.

Le bruit et la pollution : des nuisances très présentes

- En 2000, 21% des ménages se disent gênés par le bruit (de la circulation, du train ou de l'avion). Le maximum est atteint dans la région parisienne.
- En 2000, 19 % des ménages sont gênés par le bruit des voisins. Le taux atteint 35 % chez les moins de 30 ans, il est beaucoup plus fort chez les employés et les inactifs, chez les habitants en HLM, en particulier dans la région parisienne.
- Au total, près de 40 % des ménages se déclarent gênés par le bruit en général.
- Par ailleurs, 23 % des ménages déclarent qu'il est difficile d'ouvrir les fenêtres à cause de la pollution ou des odeurs. Le maximum est atteint en région parisienne.

La victimation réelle

- En 1999 et 2000, 2,7 % des ménages ont été cambriolés, 4,7 ont été volés, 6,8 ont été agressés (*mais sans que l'on connaisse la définition de l'agression qui peut être simplement verbale*), 10,7 % se sont fait voler leur voiture ou quelque chose dans leur voiture.
- Le maximum des cambriolés est atteint à Paris et en région parisienne.
- Les ménages de moins de 30 ans ont été victimes de vols de voiture ou de vols dans leur voiture deux fois plus que les ménages de 30 à 60 ans et quatre fois plus que les ménages de 60 à 70 ans. Les inactifs ont été les plus volés, suivis des cadres (en somme les deux extrêmes : les plus pauvres et les plus riches). Le maximum

- Les quelques 5 % de vols simples (sac à main, portefeuille, chéquier, etc.) sont un peu plus souvent des hommes que des femmes. Ils se situent deux fois plus souvent dans la tranche des moins de 30 ans que dans celle des 30 à 60 ans, et quatre fois plus souvent que dans celle des plus de 70 ans. Les élèves et les étudiants sont de très loin les plus victimes (six fois plus souvent que les retraités), suivis par les chômeurs. Le maximum est atteint à Paris et dans les grandes agglomérations. Parmi les actifs, les cadres sont légèrement plus concernés que les ouvriers.
- Sur les quelques 7 % d'agressés (*avec la même réserve sur la définition de l'agression*), on compte un peu plus d'hommes que de femmes. La moyenne cache d'autres écarts : elle monte à 11 % chez les moins de 30 ans, contre 7 % chez les 30 à 50 ans, 3 % chez les 60 à 70 ans et 1 % chez les plus de 70 ans. Les milieux aisés et, à l'opposé, les plus pauvres sont les plus concernés. Les élèves et étudiants sont les premiers concernés (12%), suivis par les chômeurs (9%), très loin devant les retraités (2%). Le maximum est atteint dans la banlieue parisienne, suivie par la région nord.
- Le lieu de l'agression a été dans 53% des cas la rue ou un parc public, dans 19% des cas le lieu de travail, dans 6% des cas un transport en commun, dans 6% des cas les parties communes de l'immeuble, dans 4% des cas le logement, dans 3% des cas un parking (reste 9% d'autres situations diverses).

Les déterminants du sentiment d'insécurité

- En 2000, il arrive à 8% d'individus de se sentir "souvent" ou "de temps en temps" en insécurité à leur domicile. L'écart est assez grand entre les femmes (12%) et les hommes (3%), entre les moins de 30 ans (6%) et les gens âgés de 60 à 70 ans (9 %), les gens sans diplôme ou avec un CAP-BEP (10 %) et les gens à Bac+2 (4 %), entre les chômeurs (10%), les retraités (9%) et les élèves et étudiants (5%), entre les ouvriers (8%) et les cadres (4%).
- Le sentiment est plus fort dans les grandes villes que dans les petites, à l'exception de Paris. Le nord est la région où les gens se sentent le plus en insécurité. Les ménages les plus pauvres se sentent presque deux fois plus en insécurité que les plus riches.

Au total, quels sont les problèmes les plus préoccupants dans son quartier ou sa commune ?

- En 2000, l'ensemble des ménages placent le manque de commerces et d'équipements (15%) puis le bruit (15%) en tête de ce qu'ils considèrent comme les problèmes de leur quartier ou de leur commune, devant le manque de sécurité (14%), la pollution (13%) et les transports en commun mal adaptés à leurs besoins (10%).
- La manque de sécurité est en première position dans le nord et en deuxième position dans la région parisienne mais partout ailleurs il arrive loin derrière le manque de commerces et d'équipements, le bruit et la pollution.

Selon cette enquête, il apparaît donc que, contrairement à la formule consacrée, **le "manque de sécurité" n'est pas nécessairement la "première préoccupation des Français"** sur le plan de leur vie quotidienne dans leur quartier ou leur commune. Par ailleurs, il apparaît que les habitants de la région nord éprouvent globalement un sentiment d'insécurité plus fort qu'en région parisienne et dans les autres régions.

La référence de l'enquête : Sylvie Dumartin, Catherine Taché, *Evaluation de la qualité de l'environnement, des nuisances et de l'insécurité*, Paris, INSEE, Consommation – modes de vie n°107, mai 2001.

Le site Internet de l'INSEE : www.insee.fr

* * * * *

Interview de Dominique Duprez, chercheur au CNRS, directeur du CLERSÉ (CNRS et Université de Lille 1), sociologue, qui a beaucoup travaillé sur les approches locales de la victimation et du sentiment d'insécurité, auteur notamment de *Le mal des banlieues ? Sentiment d'insécurité et crise identitaire* (L'Harmattan, 1992), de *La dramaturgie de la relégation* (Profils, Insee, Lille, n° 41, 1996) et *Les mondes de la drogue* (Odile Jacob, 2000).

1. Sur le plan méthodologique, que pensez-vous de cette enquête, sa portée, son intérêt et ses limites par rapport à d'autres sources ?

Actuellement, on insiste beaucoup sur les mérites des enquêtes de victimation. Il est exact que cela permet enfin de sortir des seules statistiques de police. Mais il ne faut pas oublier qu'elles comportent également des biais et des défauts : elles renvoient totalement aux déclarations des personnes interrogées sans aucune possibilité de contrôle. Il faut croire les gens sur parole. L'avantage de cette enquête est de resituer les questions sur la victimation et sur le sentiment d'insécurité parmi d'autres types de préoccupations et donc d'en atténuer les biais. L'enquête a cependant un dernier défaut : elle élimine les ef-

fets de contexte local par l'échelle de la comparaison (régional), or on sait que ces effets locaux sont décisifs en matière de délinquance.

2. S'agissant de la victimation, quels sont les grands enseignements que vous retirez de cette enquête au vu des données résumées ci-dessus ?

Cette enquête présente l'avantage de replacer les préoccupations liées à la sécurité par rapport à d'autres nuisances telles que le bruit ou la pollution. Elle contribue à relativiser la place de l'insécurité dans la vie quotidienne par rapport à celle qu'elle occupe actuellement dans les médias et dans le débat politique. Elle confirme que les jeunes toujours perçus comme les auteurs des actes délictueux en sont les principales victimes : la personne âgée agressée qui marque l'imaginaire collectif est un cas rare en matière de probabilités.

3. Comment interprétez-vous ce résultat global selon lequel le "manque de sécurité" n'est pas en réalité la "première préoccupation des français" (comme disent les médias) dans leur environnement immédiat ?

Cela ne me surprend pas. Les réponses dépendent beaucoup de la manière dont les questions sont posées. Dans l'enquête *conditions de vie - situations défavorisées* de 1994-1995 sur les quartiers des politiques de la ville, j'avais posé d'une manière ouverte une question classique des sondages : "Aujourd'hui, d'après-vous, quel est pour la société le principal danger ?". Dans la plupart des quartiers, l'insécurité était comprise entre 10 et 15 %, loin derrière les drogues et le chômage. Il faut resituer l'insécurité ressentie au travers du processus de précarisation et de relégation, ce que Robert Castel appelle la désaffiliation avec ses dimensions économiques et relationnelles.

4. Comment interprétez-vous cette place particulière de la région nord où ce "manque de sécurité" semble plus durement ressenti que partout ailleurs en France ?

On sait que le sentiment d'insécurité est corrélé à la victimation mais aussi (et souvent surtout) à différentes variables socio-économiques. L'enquête souligne une fois de plus l'importance du diplôme et du statut social. Les cadres diplômés sont beaucoup moins insécurisés que les chômeurs sans diplôme. Or la région du Nord a cumulé, dans les années 1970-1990, les records de chômage et de population faiblement diplômée. À la fin des années 1990, l'écart s'est réduit mais cette structure socio-démographique plus que l'exposition réelle au risque explique cette plus grande sensibilité à l'insécurité.

EXPÉRIENCES

Violences policières et "co-production de l'insécurité"

Publier dans un premier numéro une série d'informations et de récits d'expériences sur des violences policières peut surprendre. Mettons donc d'emblée en garde contre une lecture simpliste et caricaturale : nous n'avons rien contre la police en général, nous considérons qu'il s'agit d'une institution nécessaire et légitime, nous considérons également qu'il s'agit d'une catégorie de fonctionnaires qui, au même titre que les autres, revendique légitimement l'amélioration de son statut et de ses conditions de travail.

Ceci étant acquis, il est aussi une réalité que l'on ne saurait dissimuler si l'on prétend être de bonne foi et vouloir examiner tous les aspects d'un problème. C'est le fait que la police n'est pas un corps d'agents publics qui échapperait par miracle aux dysfonctionnements qui peuvent se produire pour des raisons humaines et dans certains contextes locaux. D'abord, il faut pouvoir repérer, dénoncer et sanctionner les fautes individuelles qui surviennent régulièrement (dans la police comme dans tous les métiers). Ensuite, et de façon plus essentielle (car collective), il faut aussi savoir et comprendre que, dans certains quartiers réputés particulièrement "sensibles", la relation entre la police et les habitants (et pas seulement les jeunes) est aujourd'hui exécrable (c'est admis des deux côtés). Et cette situation a des répercussions importantes sur "l'insécurité" ressentie par les uns et les autres, donc également sur le comportement des uns et des autres. Dans bien des endroits, force est de constater que la forte tension qui règne dans les relations entre les jeunes et la police est entretenue de part et d'autre par certaines pratiques. Dans les cas les plus banals, on trouve d'un côté la provocation verbale et le caillassage des policiers par les jeunes, de l'autre côté le contrôle au faciès et la fouille plus ou moins humiliante des jeunes par les policiers. Mais les choses peuvent aller beaucoup plus loin.

Certains syndicats de police ont réussi dès lors à populariser l'expression de "zones de non droit" dans lesquelles les policiers ne pourraient plus intervenir. Nous le contestons fortement : à notre connaissance, il n'existe pas un seul quartier de France où la police n'intervient pas. Par contre, il existe de nombreux quartiers dans lesquels elle rencontre presque systématiquement de l'hostilité lors de ses interventions. La nuance est essentielle... En effet, le problème à analyser n'est plus le "non droit" mais le conflit, ce qui est tout différent. Et lorsqu'il y a un conflit, il faut, pour le comprendre, entendre les deux parties. On découvre alors des policiers qui sont effectivement victimes d'injures, de provocations, voire même

de véritables "guet-apens" de la part de petits groupes de jeunes qui peuvent leur lancer des pierres, des ordures ménagères, mais aussi des boulons, des briques, voire même des cocktails Molotov artisanaux. Mais on découvre aussi que, de leur côté, les habitants de ces quartiers (et même parfois les médiateurs, voire même les éducateurs) se plaignent du fait que les interventions de la police (en particulier les BAC : Brigades Anti-Criminalité) sont particulièrement violentes et que son usage de la force dépasse souvent de beaucoup les besoins de la situation. En fin de compte, il faut reconnaître que, dans certains quartiers, nombre de policiers se comportent finalement à peu près comme les jeunes, profèrent les mêmes injures, utilisent la même violence, fonctionnent sur les mêmes logiques de vengeance, de démonstration de force virile et d'honneur.

C'est malheureusement ainsi que s'enclenchent parfois des engrenages et que s'installe une tension permanente qui accroît les risques de débordements de part et d'autre (et qui favorise le risque que survienne une bavure et une émeute). Les deux récits rassemblés ici témoignent de cet état de fait, le premier dans son caractère ordinaire au regard de la vie du quartier, le second dans son caractère heureusement plus rare mais non moins révélateur. Ceci nous amène à demander que l'on sorte d'un discours manichéen et unilatéral sur les jeunes pour considérer au contraire la "coproduction de l'insécurité" et pour amener les décideurs nationaux et locaux à réfléchir non pas simplement en termes de *maintien de l'ordre* par la police, mais plutôt en termes de *résolution de conflits* au bénéfice de tous les habitants (y compris les policiers qui se trouvent en "première ligne" et qui sont souvent conscients des problèmes évoqués ici).

Pour aller plus loin, un peu de lecture :

- Hedibel M., 2002, Jeunes des cités, police et désordres urbains, in Mucchielli L., Robert, Ph., dir., *Crime et sécurité : un état des savoirs*, La Découverte.
- Jobard F., 2002, Les violences policières, in Mucchielli L., Robert, Ph., dir., *Crime et sécurité : un état des savoirs*, La Découverte.
- Jobard F., 2002, *Bavures policières*, La Découverte.
- Le Quang Sang J., 2001, *Violences urbaines en Angleterre*, IHESI.
- Monjardet D., 1996, *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, La Découverte.

Une descente de police dans un quartier réputé "à risques"

Mardi 12 février, quelque part en banlieue parisienne, dans un café. L'établissement vient d'ouvrir : il est flamboyant neuf ; l'ambiance est rythmée par un tube de James Brown ; quelques clients sont au bar, d'autres, d'une vingtaine d'années, jouent aux cartes dans la salle, ; tous sont d'origine maghrébine. Les discussions vont bon train, ponctuées de rires et d'exclamations des joueurs. Soudain quelqu'un lance, sans panique : "Police, attention, la police...!". Deux véhicules arrivent, l'un sérigraphié, l'autre banalisé. Huit policiers entrent : "Contrôle de police. Veuillez arrêter la musique s'il vous plaît et nous présenter vos papiers d'identité." L'un d'eux, le plus âgé, est en tenue d'intervention, il a un flash ball à la main ; les autres, relativement jeunes, sont en civils, style jeans-baskets-bousons ; l'un d'eux a aussi un flash ball, un autre une matraque dont ils jouent, tandis que deux autres laissent paraître ostensiblement leur arme de service à la ceinture. Un policier (OPJ) interroge le patron, demande de lui fournir les attestations administratives de vente d'alcool et les contrats de ses employés ; il lui rappelle la réglementation en vigueur. L'échange est aussi courtois qu'il peut l'être dans ce genre de situation. Pendant ce temps, deux fonctionnaires descendent l'escalier, demandent où il mène ; les autres surveillent les cinq clients de la salle, l'air à la fois tendu et menaçant. En une fraction de seconde, notre présence dans ce lieu public serait-elle devenue un délit ? Nous avons droit à une "palpation de sécurité", sans aller voir ce qu'il y a dans les poches des vestes posées sur les chaises. Les cartes d'identités sont ramassées. On vérifie, carte en main, mon nom et prénom, ma date de naissance. Derrière, les cendriers sont vérifiés : "C'est à qui cette cigarette là, c'est toi qui fume ça, hein ?". Le policier cherche des "joints" mais cela n'en est pas. Une tension palpable s'installe. Nous attendons, dans le silence. Dehors, vérification est faite auprès du Central des identités de chacun (soit dix personnes). Quelques visages connus regardent à travers la vitre sans entrer. L'un des clients cherche à détendre l'atmosphère. Il a un bon rire, à la Henri Salvador, et en joue ; il échange quelques mots avec celui qui apparaît comme le chef. "Ah ! vous avez un bon rire, lâche ce dernier, en souriant à demi." "Mais moi, je suis un artiste, je suis musicien. Je suis ajusteur-fraiseur de métier, mais je suis un bon vivant." Il insiste un peu. Le patron le met en garde : "Fais gaffe, tu vas te faire emballer !". Personne d'autre ne parle. La vérification continue. Au bout d'une demi-heure, les papiers sont redistribués. L'un des joueurs de carte n'a pas ses papiers. Le chef lui demande d'aller les chercher à son domicile : "T'es mineur ? Non ? Bah comment je peux le savoir moi. Vas chercher tes papiers chez toi et revient tout de suite." Puis : "On se connaît non ? On s'est déjà vu ?" Un autre,

le regardant de la tête aux pieds : "Remonte ton pantalon, tu perds ton froc !" L'OPJ demande au patron s'il est sous contrôle (judiciaire). "Non, j'ai fait ma peine." Puis il lui explique qu'il doit avoir les contrats de travail de ses employés sur place. Quant au rigolard : "Vous faites l'objet d'un mandat de recherche, je vais vous demander de me suivre, monsieur s'il vous plaît." Celui-ci blêmit, retire son bonnet, bafouille, sort. Dehors, un jeune lance : "Ils vont lui faire à l'envers, regardes, genre : "maintenant que t'es plus avec tes potes tu fais plus le con, hein !" De fait, après quelques minutes de discussion, les deux véhicules repartent, un dernier regard sur les jeunes à la fenêtre du café. La musique revient, l'atmosphère se réchauffe vite, trois ou quatre jeunes entrent et se mettent au comptoir, les commentaires fusent sur les "keufs".

Que tirer de ce compte rendu d'observation ? Cette intervention n'a rien de spectaculaire (on a eu l'occasion d'en observer auparavant des plus "musclées" et les récits des habitants – et pas seulement des jeunes – sont innombrables sur le sujet). Elle semble relever du contrôle administratif d'un établissement nouveau. Mais le fait qu'elle se situe dans une zone ayant mauvaise réputation, notamment à cause du trafic de drogues et de la "petite délinquance"¹, et qu'il s'agisse apparemment d'une brigade des stupéfiants, complique un peu les choses. Dans le cas présent, il n'y a eu ni chahut, injures ou outrages, ni irrégularité ou délit avéré, ni saisie de quoi que ce soit, ni interpellation. Pourtant, cette situation révèle le climat régnant dans ces quartiers. Elle contribue à entretenir une logique de suspicion généralisée. Elle nourrit le ressentiment des jeunes à l'égard des forces de l'ordre, perçues comme étant des "cow boys" et des "racistes" qui les traitent comme s'ils étaient des "dangereux délinquants". Et de l'autre côté, les policiers ont manifestement une image très dégradée, voire caricaturale de ces jeunes "basanés", plus ou moins en "galère", souvent usagers de cannabis, qui les défient selon les situations. De plus, le plus souvent ce sont des adjoints locaux de sécurité (ADLS) ou ceux que l'on appelle dans les quartiers des "bleus-bite" qui sont sur le terrain. Leur manque de connaissance des quartiers et leur manque de savoir-faire peuvent conduire à des dérapages, voire à des drames.

Dans ce sens, cette situation est l'expression non pas de l'insécurité qui règnerait dans ces quartiers mais des tensions que suscite ce face-à-face entre jeunes d'origine maghrébine et jeunes policiers français dits "de souche".

¹ Notons que si la délinquance est une réalité dans ce secteur, on annonce du côté du Contrat Ville une baisse des chiffres depuis 2 ans.

Ceci nous rappelle que l'insécurité est aussi une co-production. Par ailleurs, ceci infirme le discours sur les zones de non droit (car dans ces quartiers, la police est en réalité omniprésente, qu'il s'agisse de la police urbaine, de la police judiciaire ou de la police municipale) et souligne au contraire l'appréhension que peuvent susciter certaines pratiques policières. C'est qu'elle s'inscrit et prend sens, du point de vue des habitants en tout cas, dans une série de situations comparables. Ce n'est pas seulement l'expression d'une violence arbitraire qui est en jeu, c'est la peur. Peur d'une "bavure", d'un manque de maîtrise de soi des gardiens de la paix, du coup de feu qui part, ou d'une garde à vue dans des conditions incertaines. Une telle appréhension s'appuie sur une expérience collective. Des histoires qui sont arrivées et que tout le monde connaît, dans un contexte où, entre les

forces de l'ordre et les habitants, les médiations sociales se sont peu à peu délitées. Cette peur est particulièrement forte parmi les jeunes des quartiers qui sont confrontés de façon répétée aux contrôles d'identités, à la chasse au faciès, aux provocations verbales, au racisme et aux humiliations. C'est aussi une réalité qu'il ne faudrait pas perdre de vue lorsque l'on parle de violences et d'insécurité et que l'on s'interroge sur les raisons pour lesquelles les tensions sont plus fortes dans certains quartiers que dans d'autres.

MK

A propos d'une intervention de la BAC du 93 sur un groupe de « jeunes issus de l'immigration »

Dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars 2002, nous sommes six à sortir d'un concert. Nous nous arrêtons dans une petite épicerie du Pré-Saint-Gervais. Sans le sou, nous sortons deux-trois bouteilles sous le manteau. L'épicier attrape une copine par la manche ; s'ensuit une petite bousculade. Enervé, le commerçant appelle la police. Trois minutes après et quelques centaines de mètres plus loin, une voiture banalisée pile et trois civiles de la BAC (Brigade Anti-Criminalité) en sortent tonfas à la main et armé d'un revolver pour l'un d'eux. Et pareils à des chiens, ils nous aboient dessus et paraissent surexcités. Nous ne cherchons pas à fuir ni à résister, juste à les calmer.

Nous sommes face au mur et les mains en l'air quand les insultes commencent : "parasites", "étrangers", "fouteurs de merde". S'en suivent des menaces, puis des coups. Nous nous retrouvons plaqués au sol, la gueule en sang pour certains d'entre nous. A ce moment là, des renforts arrivent. Certains flics nous reconnaissent comme étant des squatters du quartier. Ils sont maintenant une dizaine à s'acharner à coups de rangers. Ils finissent par nous embarquer après cinq minutes de défouloir. Pendant le tabassage, l'un de nous traite les BAC de fachos. A quoi ils répondent fièrement : "On est pas des fachos, on est des nazis !"

Nous sommes placés en garde à vue au commissariat des Lilas. Sur place, un flic en tenue apparemment gradé s'acharne sur l'un d'entre nous : sa jambe est retournée (fracture du fémur) et il est laissé baignant dans son sang au milieu d'une quinzaine de keufs hilares qui le prient d'arrêter de jouer la comédie. Nous nous faisons frap-

per à chaque protestation. Il sera finalement hospitalisé deux heures après ; ainsi qu'un deuxième un peu plus tard.

Nous sommes cinq à être suffisamment valides pour pouvoir passer devant la 17^{ème} Chambre du tribunal correctionnel de Bobigny dans le cadre de la comparution immédiate, pour "vol, outrage, et violence sur agent de la force publique". Suite à la plainte des trois agents de la BAC. Ceux-ci sont absents de l'audience, leurs dépositions contradictoires. L'épicier a retiré sa plainte pour vol. Toutefois l'inculpation est maintenue par le parquet. Ayant tous refusé la comparution immédiate, nous sommes incarcérées à Fleury-Mérogis jusqu'à la date du procès. Tandis que notre pote hospitalisé disparaît magiquement de la procédure dans laquelle il est toutefois cité comme "ayant glissé dans le commissariat", ce qui serait la raison de sa jambe brisée.

Nota bene : ce récit a été publié pour la première fois dans la lettre électronique n°17 (10 mars 2002) du réseau « La fabrique de la haine ». Les animateurs de ce réseau nous ont certifié avoir vérifié l'authenticité de ces faits. Ils étaient également présents lors du jugement de cette affaire, le 25 mars 2002.

Pour témoigner sur les violences policières : contactez le Collectif « La fabrique de la haine » : frederic.goldbronn@wanadoo.fr

En construction, leur site Internet : www.fdh.fr.fm

CLARIS. Le manifeste

Polémiques autour des lois sur la sécurité quotidienne et sur la présomption d'innocence, manifestations bruyantes des policiers et des gendarmes, publication de plus en plus fréquente de statistiques policières, omniprésence du thème de « la violence » dans les médias..., le débat public est aujourd'hui saturé par les préoccupations sécuritaires. A force de prédire que les questions liées à la sécurité seraient au cœur de la campagne électorale, la chose est arrivée. Bel exemple d'auto-réalisation des prophéties ! Face à une fréquente amnésie collective, il faut pourtant rappeler que le débat n'est pas nouveau et que les enjeux sociaux qu'il dissimule ne le sont pas non plus.

C'est au cours des vingt-cinq dernières années que la délinquance des jeunes est devenue un objet central du débat public, au point même de supplanter depuis peu la question pourtant cruciale du chômage. En effet, les années 1990 ont été marquées par le durcissement continu et la large dépolitisation de cette question à travers notamment l'imposition de catégories "fourre-tout" telles que "violences urbaines", "sécurité intérieure", "incivilités" puis tout simplement "violence". Pourquoi cette évolution ? A en croire nombre de commentateurs – à commencer par la plupart des hommes politiques, mais aussi des journalistes –, la montée de cette préoccupation publique serait la prise en compte simple et légitime de l'aggravation du sentiment d'insécurité des citoyens, et ce sentiment serait à son tour la traduction directe et logique d'une progression et d'une aggravation continues de la délinquance. Cette double proposition a l'apparence de l'évidence. Elle est pourtant **trop simple pour être vraie**.

Voyons d'abord les faits. Certes, il est incontestable que certaines formes de délinquance ont augmenté fortement depuis la fin des années 1950 (essentiellement les vols et les cambriolages qui, encore aujourd'hui, représentent près des deux tiers de la délinquance enregistrée) et depuis la fin des années 1980 (essentiellement des violences tournées contre les institutions, des trafics de drogue ainsi que, surtout dans les quartiers populaires, certaines formes de violences interpersonnelles – bagarres, rackets – dont les jeunes sont à la fois les principaux auteurs et les plus fréquentes victimes). Par contre, les violences les plus graves n'ont pas progressé. Malgré tous les faits divers rapportés, les meurtres ne sont pas plus nombreux aujourd'hui qu'il y a trente ans. Quant aux violences sexuelles, il n'est pas sûr qu'elles soient plus nombreuses mais peut-être surtout de mieux en mieux déclarées. En réalité, **ce sont le plus souvent des actes de petite délinquance, voire même parfois des injures et des provocations**, qui alimentent le plus le dis-

cours sur l'insécurité de certains habitants et de certaines catégories de fonctionnaires.

Cette mise au point n'a pas pour objectif de discréditer le sentiment d'insécurité d'une partie de nos concitoyens mais, d'une part de prévenir contre son exploitation abusive, d'autre part d'attirer l'attention sur la nécessité de poser les problèmes de façon précise et concrète. Déclarer que "la violence" ou "la délinquance" augmente sans cesse, voire même "explose" comme on l'entend souvent, c'est faire **des amalgames et des généralisations qui ne servent pas la réflexion et qui ne peuvent que susciter des mesures purement répressives**. Dans sa réalité quotidienne, l'insécurité renvoie rarement à l'existence d'une délinquance organisée préméditant l'attaque des biens et des personnes. Bien souvent, les paroles et les gestes de certains jeunes traduisent à la fois leur besoin d'affirmation et de valorisation identitaire, les opportunités qui se présentent à eux du fait de l'isolement des personnes et des biens dans l'espace public, la remise en cause d'un certain nombre de principes de fonctionnement des institutions publiques. En d'autres termes, **le développement de certaines formes de délinquance juvénile est aussi révélateur d'évolutions profondes de la société française** parmi lesquelles il faut au moins citer :

- le problème récurrent de l'insertion des jeunes peu diplômés sur le marché de l'emploi,
- le durcissement des inégalités économiques et sociales,
- l'aggravation de l'anonymat et de l'individualisme dans les espaces publics urbains,
- l'emprise toujours plus forte de la société de consommation sur nos aspirations et nos valeurs,
- l'écroulement des grandes espérances collectives et des formes de militantisme et de solidarité qui y étaient liées,
- le discrédit des élites qui dirigent l'État et, par extension, de certains aspects du fonctionnement des institutions régaliennes que sont la police et la justice,
- la concentration des populations économiquement, socialement et scolairement les plus faibles dans certaines zones urbaines dont la réputation et le climat sont tels que, parfois, ce sont l'ensemble des acteurs privés mais aussi publics qui y dysfonctionnent.

De par les enjeux qu'ils soulèvent réellement, les problèmes dits "d'insécurité" sont donc particulièrement importants. Pourtant, au lieu d'analyser attentivement ces enjeux pour tenter de modifier les données du problème, les discours politiques et médiatiques se livrent le plus souvent à des exploitations, des amalgames et des dramatisations qui dérivent vers la construction fantasmatique d'un **ennemi jeune et immigré**. Ainsi les "jeunes de banlieues" font peur ; ils seraient "de plus en

plus jeunes et de plus en plus violents" ; ils seraient les principaux voire les uniques responsables de "l'insécurité" dans laquelle la France serait plongée. L'état quasi permanent de campagne électorale dans lequel fonctionne la vie politique donne clairement lieu à une surenchère continue sur ces thèmes. Mais l'usage médiatique des faits divers y contribue pleinement à sa manière.

Cette manière de poser les problèmes influence tout citoyen et l'amène à réorganiser son discours et ses pratiques. Nombre d'organisations professionnelles et de syndicats font de même. Et cette situation sollicite également ceux qui, de par leur profession de **chercheurs**, recueillent des informations et construisent des réflexions qui concernent directement les problèmes sociaux évo-

qués. Il serait utile qu'ils mettent en commun leurs compétences pour contribuer à clarifier ce débat, en exerçant une **vigilance** critique sur les discours qui alimentent le débat public, en diffusant des **connaissances** précises et en orientant la réflexion vers l'analyse des **contextes** qui favorisent l'apparition et le développement des diverses formes de délinquance. C'est en ce sens que notre groupe – qui espère fédérer largement – interviendra régulièrement dans le débat public, par le biais notamment d'un bulletin d'information et d'un site internet.

Texte publié initialement dans Libération, le 30 janvier 2002

Pour soutenir CLARIS, écrivez à :

claris.groupe@free.fr

*La diffusion de ce bulletin est gratuite
Un site Internet est en construction*

CLARIS est une initiative de :

Catherine Delcroix, Nasser Demiati,
Frédéric Diaz, Maryse Esterle-Hedibel,
Frédéric Fappani, Michel Kokoreff, Lamia
Missaoui, Laurent Mucchielli, Gabriel Péries

CLARIS est soutenu à ce jour par: Association Intermèdes, Association de la Culture Berbère, Association Action-Critique-Médias, Association Maison de la parentalité, Alexandra Audoin, Elisabeth Auebacher, Elisabeth Auclaire, Rani Ayadi, Francis Bahu, Michel Basdevant, Marie Bastianelli, Dan Ferrand Bechmann, Monique Becht-Hoffman, Amel Benkhaled, Alain Bertho, Marc Bessin, Bernard Bier, Chantal Boeckel, Sophie Body-Gendrot, Laurent Bonnelli, Maryan Borowiec, Saïd Bouamama, Majid Bouden, Marie-France Brasca, Yves Cartuyvels, Gilles Chantraine, Pascale Chaput, Dany Caussade, Louis Chauvel, Pierre-Marie Chaze, Bénédicte Chesnelong, Zouhair Ech CheTouani, David Chevalier, Collectif Vitriot contre la police municipale, Mona Chollet, COBP Montréal, Collectif pour la régularisation, Collectif de Montreuil contre la « violence sécuritaire », Philippe Combessie, Carlos-Albano Cordeiro, Maria Cunha, Jeremy Dacosta, Julien Damon, Alexis Deck, Didier Demazière, Marc Depriester, Dominique Dray, Matthieu Duclos, Dominique Ducros, Dominique Duprez, Alain Duray, Rachid El Guerjouma, Youssef Elarbaoui, L. El Aouad, Jacques Faget, Marie-Anne Failliot-Chichery, Claude Faugeron, Nathalie Fouchard, Antoine Garapon, Isabelle Garçin-Marrou, Romain Gény, François Gèze, Jacques Ghiloni, Jacqueline Godard, Axel Groenemeyer, Thierry Godfroy, Bénédicte Goussault, Jean Claude Guérin, Alain Guézingar, Luc Gwiazdzinski, Arnaud Hell, Marwan Issam, Hugues Jallon, Aziz Jellab, Fabien Jobard, Arnaud Lechevalier, François Leimdorfer, Stéphane Le Lay, Yazid Kherfi, Emmanuelle Lada, René Laidet, Roger Legallo, Philippe Le Moigne, René Lévy, Françoise Lorcerie, Philippe Marlière, Olivier Masson, Gérard Mauger, Louis Maurin, Marie-Pierre Mackiewicz, Magali Magne, Lucien Martin, Gérard Mauger, Philippe Mesnard, Richard Messina, Jean-François Mignard, Patrick Mignon, Claude Montagne, Joël Moret-Bailly, Philippe Mouz, Les Motivé-é-s, François Nadiras, Sophie Nivet, Marc Noel, Marco Oberti, Laurent Ott, René Padiou, Jean-Paul Payet, Roland Pfefferkorn, Joël Plantet, Gaby Philip, Marie-Luce Pouchard, Stéphanie Pryen, Jacques Rebiere, Jacques Rodriguez, Joël Roman, Maria Rosa, Lyne Rossi, Corinne Saint Martin, Olivier Saulpic, Marie Laure Segal, Pierre Sissaoui, François Sicot, Patrick Simon, Philippe Stepniewski, Hélène Stevens, Isabelle Taveneau, Françoise Tétard, Armand Touati, Alain Touraine, Pierre Tournier, Stéphane Varene, Gabrielle Varro, Alain Vilbrod, Alain Vulbeau, Daniel Welzer-Lang, ainsi que de très nombreux membres de la Ligue des Droits de l'Homme et du MRAP que nous ne pouvons pas tous citer.